

Marché MPPA n° 2025-04

2025-698/04/01-00-00, 2025-698/04/02-00-00

Caf du Rhône

67, boulevard Vivier Merle

69003 Lyon

Reprise de la fissuration et de l'étanchéité des parkings du siège de la Caisse d'allocations familiales du Rhône

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

En application des articles R.2123-1
du Code de la Commande Publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP

Nomenclature en application de :

- Classification de la branche famille de la sécurité sociale : 99.10
 - Classification CPV : 45262522-6, 45261420-4

Ce document comporte 25 pages et une annexe.

Mai 2025

Maître d'ouvrage :

Caf du Rhône

67 boulevard Vivier Merle
69409 Lyon Cedex 03

e.mail : caf69-bp-marches@caf69.caf.fr

Maître d'œuvre :

Bureau Véritas Solutions

Racing Park – 4 chemin du Tronchon
69410 Champagne au Mont d'Or

e.mail : mariesophie.valette@bureauveritas.com

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ- DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	4
1.2 DIVISION EN LOTS	4
1.3 PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES PAR ORDRE DE PRIORITÉ	5
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES PAR ORDRE DE PRIORITÉ	5
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES	6
3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	6
3.2 CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN RÉGIE	6
ARTICLE 4 - RÈGLEMENT DES COMPTES	9
4.1 DECOMPTE FINAL DU MARCHÉ	9
4.2 DELAIS DE PAIEMENT- NANTISSEMENT	11
4.3 MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT	11
ARTICLE 5 - VARIATION DANS LES PRIX	12
5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	12
5.2 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	12
5.3 MARCHÉ À PRIX RÉVISABLES	12
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	13
6.1 LORS DU DÉPÔT DE L'OFFRE	13
6.2 EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	13
6.3 PÉNALITÉ -SOUS-TRAITANCE NON DÉCLARÉE	14
ARTICLE 7 - DÉLAI D'EXÉCUTION- PÉNALITÉS ET PRIMES	14
7.1 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	14
7.2 PROLONGATION DU DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION	14
7.3 PÉNALITÉS DE RETARD- PRIMES D'AVANCE	15
7.4 AUTRES PÉNALITÉS	15
ARTICLE 8 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	16
8.1 RETENUE DE GARANTIE	16
8.2 AVANCE FORFAITAIRE	17
ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	18
9.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	18
9.2 CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	18
9.3 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS	18
ARTICLE 10 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	18
ARTICLE 11 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	19
11.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	19
11.2 PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DÉTAILS	19
11.3 ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS	19
11.4 ORDRES DE SERVICE	19
ARTICLE 12 – CHANTIER PROPRE	20
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ	20
ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	20

ARTICLE 15 – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	20
15.1 ESSAIS ET CONTROLE.....	20
15.2 RECEPTION	21
15.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	22
15.4 DELAIS DE GARANTIE.....	22
15.5 ASSURANCES	22
15.6 BUREAU DE CONTROLE	23
ARTICLE 16 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES.....	23
ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES	23
ARTICLE 18 – RESILIATION	24
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	24

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent le marché de travaux de reprise de la fissuration et de l'étanchéité des parkings du siège de la Caisse d'allocations familiales du Rhône située :

67 boulevard Vivier Merle
69409 Lyon Cedex 03

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTTP).

1.2 Division en lots

Les travaux sont répartis en 2 lots qui seront traités par marchés séparés.

Les lots sont les suivants :

Consistance du lot	Code CPV
Lot n° 1 : Maçonnerie -Travaux spéciaux - Cuvelage	44112000-8
Lot n° 2 : Etanchéité	45261420-4

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours.

1.3 Parties contractantes

1.3.1 Les parties contractantes sont :

d'une part : **La Caisse d'allocations familiales du Rhône**, désignée par l'expression " Maître de l'ouvrage " représentée par **sa Directrice en exercice, Madame Véronique HENRI-BOUGREAU,**

d'autre part : l'entreprise ou le groupement solidaire d'entreprises, titulaire du marché séparé désigné dans le présent CCAP par l'expression " l'entrepreneur ".

1.3.2 Le Pouvoir Adjudicateur du marché est représenté par la **Directrice Générale en exercice de la Caf du Rhône, Madame Véronique HENRI-BOUGREAU.**

1.3.3 La maîtrise d'œuvre est assurée par le Cabinet Bureau Véritas Solutions

Racing Park – 4 chemin du Tronchon
69410 Champagne-au-Mont d'Or

Email : mariesophie.valette@bureauveritas.com

1.3.4 La coordination des travaux est assurée par la Maîtrise d'œuvre.

1.3.5 La coordination Sécurité et Protection de la Santé est assurée par :
En cours de désignation.

1.3.6 Le bureau de contrôle est assurée par :

Monsieur Bertrand Neel - APAVE
4 chemin du Ruisseau - 69130 Ecully
Tél. : 07.64.29.27.36 – Email : bertrand.neel@apave.com

1.3.7 Le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caf du Rhône auquel doivent être faites toutes oppositions ou notification de cession.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

Les pièces constitutives sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

2.1 Pièces particulières par ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces particulières sont par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) pour chacun des lots dûment complété, daté et signé par l'entrepreneur ,
- le mémoire technique et l'engagement de disponibilité par lot du candidat dûment complété, daté et signé par l'entrepreneur,
- le planning prévisionnel,
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par lot dressée par la Maîtrise d'œuvre,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot dressée par la Maîtrise d'œuvre,
- le PGC,
- les plans,
- le diagnostic amiante,
- les phasages travaux,
- les diagnostics de la Maîtrise d'œuvre,
- le RICT du Bureau de Contrôle.

2.2 Pièces générales par ordre de priorité

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.32 ci-après.

- Le Code de la Commande Publique,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment passés au nom de l'Etat,

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations listées en dernier article,
- Les normes françaises AFNOR ou toutes normes reconnues équivalentes.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

3.1 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire, à ces co-traitants et à ses sous-traitants éventuels.

3.2 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie

3.2.1 Type du marché

Tous les lots sont traités sur marché du type “ à prix global et forfaitaire”.

3.2.2 Contenu des prix

Les prix des marchés sont établis hors TVA.

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des travaux définis par les pièces énumérées à l'article 2 du présent CCAP.

Il est bien précisé que les quantités figurant dans le cadre de décomposition forfaitaire, remis aux entreprises avec le dossier de consultation, sont données à titre purement indicatif et que les entreprises doivent les vérifier de manière à remettre un prix forfaitaire sous leur entière responsabilité.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier de consultation.

Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré par le Maître d'ouvrage.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'Acte d'engagement, l'Entrepreneur prendra soin de signaler par écrit au Maître d'Œuvre toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne pourra arguer des imprécisions, des vérifications des métrés, des erreurs, des omissions ou contradictions du CCTP ou des plans, pour justifier une demande de supplément.

De plus, il est bien précisé qu'il suffit qu'un ouvrage ou partie de l'ouvrage soit indiqué dans l'une des pièces du marché pour que l'Entrepreneur en doive exécution.

Il est bien entendu que l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux de sa compétence nécessaires à l'achèvement complet de son lot selon les règles de l'Art.

Dans les “ travaux de sa compétence ” sont compris les ouvrages nécessaires à l'insertion des autres corps d'état pour la réalisation de l'opération projeté.

3.2.2.1 Les prix du marché sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux et notamment :

- les échafaudages et dispositifs de sécurité,
- les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.....),
- les frais d'assurance et d'accidents,
- les frais d'études et de reproduction de documents,
- les frais d'essais,
- les droits de brevets éventuels
- la participation aux dépenses communes,
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice,

et d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

3.2.2.2 Les anomalies survenant au cours du marché n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure au sens de la circulaire du 20 novembre 1974 du Ministère de l'Economie et des Finances seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des travaux sans bouleverser l'économie du marché ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Un événement anormal et imprévisible n'entrant pas dans l'un des cas de force majeure, mais provoquant obligatoirement un ajournement des travaux décidé par le Maître de l'ouvrage, devra être reconnu par attachements journaliers pour sauvegarder l'intérêt des parties.

3.2.3 Décomposition des prix des marchés

L'entrepreneur est tenu de joindre à son Acte d'Engagement, une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, qui servira à l'établissement des décomptes provisoires. Lors de la signature du marché, ce document sera visé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Il est précisé, que les quantités d'ouvrages figurant sur la décomposition forfaitaire remises par l'Entrepreneur à l'appui de son Acte d'Engagement ne sont pas contractuelles.

Les prix unitaires détaillés, figurant sur les décompositions de prix global et forfaitaire, n'auront de caractère contractuel que dans le cas prévu à l'article 3.24 ci-après.

3.2.4 Base de règlement- travaux non prévus

3.2.4.1 En application de l'article 10.3 du CCAG, les comptes seront réglés d'après le prix global et forfaitaire du marché.

Le prix ainsi obtenu sera augmenté ou diminué du montant des travaux exécutés en plus ou en moins sur ordre de service postérieur à la notification du marché.

Le montant des travaux sera éventuellement susceptible de variation dans les conditions définies à l'article 5 ci-après.

3.2.4.2 Travaux non prévus.

Les travaux non prévus seront réglés comme suit

- Si ces travaux ne concordent pas avec des ouvrages dont les prix figurent à la décomposition forfaitaire, des prix nouveaux seront débattus avec le maître d'œuvre à partir de justifications et sous-détails à fournir par l'Entrepreneur.

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG, les prix établis seront EN VALEUR EXECUTION, c'est-à-dire réputés en valeur correspondant à la date d'établissement de la proposition faisant l'objet de l'acceptation.

- En cas d'absence de proposition chiffrée de l'Entrepreneur ou de désaccord sur les prix nouveaux proposés par l'Entrepreneur : en application de l'article 13.4 du CCAG, le Maître d'œuvre fixe, par ordre de service, des prix provisoires pour le règlement des ouvrages non prévus.

Ces prix provisoires, qui seront appliqués jusqu'à la fixation des prix définitifs pour l'établissement des décomptes, n'impliquent ni l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, ni celle de l'Entrepreneur, sauf dérogation ci-après.

L'entrepreneur est réputé avoir accepté les prix provisoires qui lui ont été notifiés par le Maître d'ouvrage si, dans un délai d'un mois suivant la notification de ces prix, il n'a pas présenté d'observations au Maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes les justifications utiles, soit les prix qu'il propose, soit la raison de son refus des prix provisoires fixés par le Maître d'ouvrage.

- les travaux non prévus au marché et susceptibles de se trouver cachés, inaccessibles ou incontrôlables après exécution devront faire l'objet d'attachements journaliers écrits et figurés, établis par l'entreprise, reconnus contradictoirement par le Maître d'ouvrage et visés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Lorsque la demande émane du titulaire, le Maître d'ouvrage fixe la date des constatations dans un délai de 8 jours à compter de la demande.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG, le Maître d'ouvrage peut la refuser et doit alors motiver son refus.

Faute d'avoir satisfait à cette obligation, aucun règlement ne pourra être effectué à ce titre.

3.2.5 Augmentation – Diminution dans la masse des travaux - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

Les augmentations ou diminutions dans la masse des travaux et le changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages seront réglées conformément aux articles 14, 15 et 16 du CCAG à l'exception de l'article 14.4.

En application de l'article 14.2.1 du CCAG et sous réserve de l'application de l'article 14.2.2, l'entrepreneur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter des sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues ou de toute autre cause de dépassement.

ARTICLE 4 - REGLEMENT DES COMPTES

4.1 Décompte mensuels

Le règlement d'acomptes sera effectué sur présentation de décomptes mensuels datés et signés qui seront adressés au maître d'œuvre avant le 15 du mois suivant exécution.

Les décomptes qui parviendraient après la date de remise prévue, sans qu'il soit effectué de mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur, seront automatiquement reportés au mois suivant, sans que l'Entrepreneur puisse élever de réclamation. Le point de départ du délai de paiement sera également repoussé au 1^{er} jour du mois suivant.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix unitaires et les produits. Ils devront être établis HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG al 1 et 2, les seuls approvisionnements pris en compte seront les ouvrages fabriqués ou les produits finis (menuiserie, transformateur, chaudières, robinetterie, luminaires, etc.), à condition que ces ouvrages ou produits soient entreposés sur le chantier, acquis en toute propriété et effectivement payés.

A l'appui de sa demande, l'Entrepreneur devra fournir toutes les justifications nécessaires.

Les approvisionnements visés ci- avant seront réglés avec un abattement de 40% sur les prix unitaires de la décomposition forfaitaire.

Les acomptes seront réglés à 100% des sommes non contestées à partir des décomptes mensuels établis comme indiqué.

Il est bien précisé, conformément à l'article 13.2.3 du CCAG, que les montants figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes sauf en ce qui concerne la date d'effet des révisions de prix pour solde.

4.2 Décompte général et définitif du marché

4.2.1 Le décompte final

En application de l'article 12.3 du CCAG, le projet de décompte final, daté et signé, sera dressé par l'Entrepreneur concerné et remis au Maître d'ouvrage soit dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception définitive des travaux, soit dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence permettant l'actualisation et/ou la révision définitive.

En cas de retard dans la production du décompte final, il pourra être fait application de l'article 12.3.2 dernier alinéa du CCAG.

Le projet de décompte final, vérifié et accepté par le Maître d'ouvrage, devient le décompte final (avec date, signature et cachet du Maître d'ouvrage) et est transmis dans un délai de 15 jours francs au représentant du pouvoir adjudicateur. Il devra être présenté comme suit lorsque le marché est traité à prix forfaitaire :

1) Travaux suivant marché

Rappel de forfait HT

Travaux non exécutés HT.....
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire)

Ensemble base marché

Variation de prix sur travaux réellement exécutés

(index ou indices parus officiellement)

TOTAL HT

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT.....
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire)

Variation de prix sur travaux en plus en valeur marché

(index ou indices parus officiellement)

Travaux en plus, valeur exécution HT.....
(Sur justification)

TOTAL HT

TOTAL GENERAL

REPRISE DE L'AVANCE

PENALITES

Suivant article 7.3 et 7.4 du CCAP

RESTE

TVA

TOTAL GENERAL TTC

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le Maître d'œuvre devient le décompte final (avec date, signature et cachet du Maître d'œuvre) et est transmis dans un délai de 15 jour franc au représentant du pouvoir adjudicateur.

4.2.2 Le décompte général

Le décompte général sera établi par le Maître d'œuvre conformément à l'article 13.4 du CCAG dans un délai de 15 jour franc.

Par dérogation à l'article 13.42 du CCAG, l'ordre de service invitant l'Entrepreneur à prendre connaissance du décompte général, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur lui sera notifié dans un délai d'un mois à partir de la recevabilité du décompte final telle que précisée ci-après.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet, d'une demande de justification ou pour tout autre motif imputable à l'Entrepreneur, le délai d'un mois visé ci-dessus sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

Le décompte général accepté par l'Entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché.

Le délai de paiement du solde court à compter de la notification de l'acceptation du décompte général par l'entrepreneur ou lorsque ce décompte est réputé accepté.

Les montants des acomptes mensuels ou du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

4.3 Délais de paiement- Nantissement

4.3.1 Le paiement des sommes dues interviendra au plus tard 30 jours à compter de la réception de la facture établi à la suite du procès-verbal de réception.

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, le versement des intérêts moratoires prévus dans les textes au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.3.2 Nantissement

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire :

Le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'allocations familiales du Rhône

La personne habilitée à donner les renseignements est :

La Directrice de la Caisse d'allocations familiales du Rhône.

4.4 Modalités de facturation et de règlement

Après exécution des prestations, les factures seront adressées à la Caf du Rhône. Elles seront adressées **UNIQUEMENT** par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante :

Portail Chorus Pro - n° Siret de la Caf du Rhône : 534 037 254 000 16

Outre les mentions légales, les factures indiquent obligatoirement les références du marché.

ARTICLE 5 - VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations suivantes :

5.1 Dispositions générales

Les prix du marché établis aux conditions économiques de base, fixées lors de la consultation, évoluent au cours du marché dans les conditions définies ci-après :

Les calculs de variation, aboutissant à la détermination des coefficients d'actualisation, seront poussés jusqu'à la 3^{ème} décimale, à tous les échelons du calcul, cette dernière étant toujours prise par défaut quelle que soit la valeur de la 4^{ème} décimale.

En cas de retard d'exécution imputable à l'Entrepreneur, le délai réel d'exécution sera pris en considération sans préjudice de l'application systématique de pénalités précisées à l'article 7.3 ci-après.

5.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres tel que fixé dans l'acte d'engagement, ce mois est appelé " mois zéro ".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, " mois zéro ", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite des offres.

5.3 Marché à prix révisables

En application de l'article R.2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix des marchés sont révisables mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule ci-après.

La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$Pn = Po (0,15 + 0,85 (Z))$$

dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date.

Z = Formule de variation dont la somme des paramètres est égale à 1,00.

Des révisions provisoires pourront être effectuées en cours de travaux à l'aide des derniers index ou indices, la révision complémentaire étant effectuée dès la diffusion de la valeur des index ou des indices réellement applicables à la période considérée. Cependant, lorsqu'un coefficient provisoire a été utilisé, il ne pourra pas être remplacé par un autre coefficient provisoire ultérieur, mais seulement par le coefficient définitif.

Les index de référence sont précisés ci-dessous :

Désignation des lots	Indices BT
Lot n° 1 – Démolition Travaux spéciaux Cuvelage	BT01
Lot n° 2 – Etanchéité	BT01

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L.2193-4 et L.2193-5 du code de la Commande publique, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'organisme et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur au seuil de 600 euros T.T.C., le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'organisme.

6.1 Lors du dépôt de l'offre

Le soumissionnaire complète l'article 5 « sous-traitance de l'acte d'engagement » et il identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. A cet effet, le formulaire DC4 doit être annexé à l'offre.

6.2 En cours d'exécution du marché

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire fait sa demande, avant toute intervention, par mail aux adresses suivantes :

caf69-bp-marches@caf69.caf.fr

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir :

- La déclaration de sous-traitance - formulaire DC4 ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Une attestation URSSAF ;
- Une attestation 'assurance RC dans le domaine de la prestation concernée ;
- Un RIB, lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées (Qualification professionnelle et références de prestations similaires des 3 dernières années).

Le formulaire DC4 est téléchargeable à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le silence de l'organisme gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

6.3 Pénalité sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant de l'organisme et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant de l'organisme, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 7 - DELAI D'EXECUTION- PENALITES ET PRIMES

7.1 Délais d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux tous corps d'état est fixé à **4 mois dont 2 semaines de préparation**.

Ce délai aura pour origine la date fixée par l'ordre de service du démarrage des travaux, lequel devra tenir compte de la période de préparation fixée à l'article 11.1.

Le délai d'exécution défini ci-dessus comprend :

- les périodes de congés payés,
- les journées d'intempéries sur justificatif.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai d'ensemble conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au CCTP ;

Les dates réelles d'intervention ainsi que les délais d'exécution de chaque lot seront fixées au calendrier détaillé d'exécution mis au point durant la période de préparation visée au 11.1 ci-après.

Le calendrier détaillé d'exécution, accepté par le titulaire du marché, sera soumis au représentant du Pouvoir Adjudicateur pour approbation dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 11.1 ci-après.

Il sera daté et signé par le Pouvoir Adjudicateur pour accord et notifié à tous les entrepreneurs.

Le délai d'exécution du lot commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG, dans l'hypothèse où l'ordre de service de commencer les travaux n'intervient pas dans le délai fixé au marché ou en l'absence d'un tel délai, dans un délai supérieur à six mois après la notification du marché, le titulaire peut proposer une autre date pour la réalisation des prestations dans un délai compatible avec le planning d'exécution du chantier et inférieur à 30 jours. Il reste néanmoins redevable de la prestation.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution de l'ensemble des lots, fixé ci-avant.

7.2 Prolongation du délai global d'exécution

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG si le nombre de jours réels d'intempéries est supérieur au nombre de jours prévus à l'article 7.1 ci-avant, le délai d'exécution sera prolongé automatiquement par ordre de service.

Seront comptés comme jour d'intempéries, les jours indemnisés au titre du chômage intempérie par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment et des T.P, justifiés par la production des feuillets " B ".

Ne seront pas prises en considération les journées où l'arrêt de chantier sera inférieur à 2 heures dans la journée, ou si l'Entrepreneur avait pu conserver au moins 1/3 des effectifs moyens présents sur le chantier à des activités secondaires.

Les arrêts de travail inférieurs à 4 heures ne seront pris en considération que pour une demi-journée.

7.3 Pénalités de retard- primes d'avance

En cas de retard dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanche et jours fériés compris), **une pénalité de 1/300ème du montant de la part du marché concernée par le retard pour les lots < à 150 K€ et 1/500ème pour les lots > à 150 K€,** augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

La répartition des retards constatés entre les différents lots concernés est effectuée par le Maître d'ouvrage.

Dans le cas où l'Entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au Maître d'ouvrage et au représentant du Pouvoir Adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes les dispositions utiles.

L'avance sur le calendrier d'exécution ou le délai global ne donnera droit à aucune prime.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités de retard sont dues dès le 1^{er} euro.

7.4 Autres pénalités

7.4.1 Absences aux rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement au jour et à l'heure fixés par le Maître d'ouvrage.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'Entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions ou d'engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra frapper **d'une pénalité de 70 € HT par absence.** Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif du lot intéressé.

Tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le Maître d'ouvrage sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le Maître d'ouvrage où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes.

7.4.2 Pénalités pour retard dans la remise du décompte définitif.

En cas de retard dans la remise du projet de décompte, il pourra être appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- pour le décompte définitif : à un cinq-centième du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après ordre de service rappelant à l'Entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date fixée par ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

De plus, le décompte final définitif pourra, après mise en demeure restée sans effet, être établi d'office par le Maître d'ouvrage aux frais de l'Entrepreneur.

7.4.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, dans un délai contractuel, l'Entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure, sans préjudice d'application de la pénalité prévue à l'article 7.3 ci- avant.

7.4.4 Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après exécution, prévus à l'article 15.3 ci-après du présent CCAP, **une retenue provisoire égale à 2.000 € H.T.** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur. Cette retenue sera libérée après la remise complète de ces documents.

7.4.5 Pénalités pour manquement aux engagements de disponibilité pris par l'entreprise dans le cadre de son offre :

- ✓ **Par jours ouvrés d'absence sur les mois de juillet /août : 500 € H.T.,**
- ✓ **Par samedis d'absence sur la période de travaux : 700€ H.T.**

Les pénalités peuvent se cumuler en cas de d'absence un samedi du mois de juillet et d'août.

ARTICLE 8 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1 Retenue de garantie

En application de l'article R.2191-33 du Code la commande Publique, le présent marché sera assorti d'une retenue de garantie de 5 %, et de 3 % pour les PME mentionné à l'article R.2151-13, sur le montant de chaque règlement effectué à l'entreprise.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une " garantie à première demande »⁽¹⁾.

Cette faculté peut être mise en œuvre pendant toute la durée du marché. Toutefois, cette garantie à 1ère demande doit être constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

(1) " la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire est établie selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'Economie " (article R.219-37 du Décret)

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'Economie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Le Pouvoir Adjudicateur conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

Si la garantie est constituée en cours de marché, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie ou un mois après la levée des réserves si elle est postérieure.

8.2 Avance forfaitaire

En application de l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire doit être accordée pour les marchés d'un montant initial supérieur à 50.000 € HT et d'une durée supérieure à deux mois, sauf indication contraire portée par le titulaire dans l'Acte d'Engagement.

L'avance est fixée à 5 % du montant TTC des travaux à exécuter (lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), l'avance est fixée à 10 %).

Si le délai d'exécution des travaux notifiés est inférieur ou égal à 12 mois, l'avance est effectivement égale à 5 % du montant des travaux.

Si ceux-ci ont un délai d'exécution supérieur à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des sommes dues au titre du marché atteindra 65 % du montant initial et devra être terminé lorsque le montant des sommes dues atteindra 80 % du même montant. Elle se fera par précompte sur les sommes dues.

Le montant de l'avance ne peut ni être révisé, ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé à l'article R.2193-18 du Code de la Commande Publique.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être égal à 5 % du montant des travaux sous-traités, sous réserve des dispositions ci-avant, et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Aucune autre avance ne sera délivrée au titre du marché.

ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il est rappelé à ce sujet que, sauf dans le cas où le Maître d'ouvrage aurait accepté, lors de la consultation, des matériaux ou produits différents de ceux dont la référence figure au CCTP, les matériaux ou produits prévus au CCTP doivent obligatoirement être mis en œuvre.

9.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualificatives que quantitatives, sur le chantier.

9.3 Percements et scellements

Chaque entrepreneur doit effectuer à ses frais, les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf :

- Dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (ou aux dates fixées pour la remise des études technique). Les scellements et les raccords restant dans tous les cas aux frais de chaque entrepreneur.
- Dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP.

De même, si un entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percement, scellements ou raccords dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique devront être exécutés obligatoirement par les entrepreneurs responsables des travaux en béton armé, précontraint ou charpente métallique.

ARTICLE 10 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Se reporter au CCTP et aux plans.

ARTICLE 11 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, il est fixé une période de préparation. Cette période de préparation commence à courir à compter de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux et jusqu'au début des travaux.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

- Par les soins du Maître d'œuvre en liaison avec les entreprises :
 - L'organisation du chantier.
- Par les soins des entrepreneurs, en liaison avec le Maître d'ouvrage :
 - Projet des installations de chantier,
 - Transmission du plan particulier de coordination en matière de sécurité et de santé lorsqu'il est requis.

Pour rappel, l'ensemble des travaux devra être terminé au plus tard. Selon planning prévisionnel des travaux.

11.2 Plans d'exécution – notes de calculs – études de détails

L'Entrepreneur soumettra pour approbation au Maître d'ouvrage, les plans d'exécution et notes de calculs établis à partir des " plans Pro " fournis par le Maître d'ouvrage. Aucun ouvrage ne pourra être exécuté avant approbation des documents correspondants.

11.3 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Le Maître d'œuvre est chargé de l'organisation collective du chantier. Toutefois, chaque entreprise demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

L'opération de coordination en matière de sécurité est soumise aux obligations découlant de l'application de la loi n° 93.1418 du 31.12.93 et du décret n° 94.1159 du 26.12.94 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes les mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé.

11.4 Ordres de service

Les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, sous la direction du Maître d'œuvre conformément aux ordres de service, plans et dossiers remis.

L'ordre de service général de démarrage des travaux sera délivré par le Pouvoir Adjudicateur. Il sera porté à la connaissance de tous les entrepreneurs.

Le titulaire ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits.

Les ordres de service prescrivant des modifications ou entraînant des suppléments de prix seront obligatoirement visés par le responsable du marché

ARTICLE 12 – CHANTIER PROPRE

La Caf du Rhône s'est engagée dans une démarche de Développement Durable et a défini divers objectifs environnementaux et socio-économiques.

Réaliser des « chantiers propres » constitue l'un des enjeux de cette démarche. Un cahier des charges « Chantier Propre » mis en annexe 1 du présent C.C.A.P. a été rédigé pour préciser les objectifs.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire se reconnaît lié par une stricte obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter de façon absolue ces obligations par son personnel.

En cas de manquement à cet impératif, le marché serait immédiatement résilié aux torts du titulaire, sans préjudice de poursuites civiles ou pénales que pourraient engager la Caf envers le titulaire fautif.

ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Cf. RGPD à compléter, joint.

ARTICLE 15 – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

15.1 Essais et contrôle

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG par les laboratoires ou bureaux de contrôle désignés par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur seront supportés par l'entrepreneur si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique n° 2 octobre 1998 (voir Moniteur du 17.12.1982, supplément spécial 82.51 bis), qui devront être envoyés pour examen au Bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au pouvoir adjudicateur, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

15.2 Réception

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, la réception ne sera prononcée qu'à l'entier achèvement des travaux du lot énuméré en 1.2 ci-avant.

Par dérogation à l'article 41, les entreprises aviseront par écrit le représentant du Pouvoir Adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont achevés.

S'il estime que les travaux sont achevés, le Maître d'œuvre procédera dans les 20 jours à compter de la réception de l'avis mentionné ci-avant et en présence des entrepreneurs, aux opérations préalables à la réception et en dressera procès-verbal.

Il ne sera pas fait application des dispositions de l'article 41.1 2 et 41.1.3.

En application de l'article 41.2 du CCAG, le Maître d'ouvrage fera connaître dans un délai de 5 jours suivant la date du procès-verbal ci-dessus mentionné, aux entrepreneurs s'il a ou non proposé de prononcer la réception des travaux et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a proposé d'assortir la réception.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera aux entreprises, dans les 45 jours suivant la date du procès-verbal mentionné ci-dessus, si la réception est prononcée ou si elle est prononcée avec réserve ou si elle est ajournée.

Si la réception est prononcée ou réputée comme telle, elle prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

15.2.1 Réception avec réserve

En application de l'article 41.6 du CCAG, lorsque la réception a été prononcée avec réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le responsable du marché ou en l'absence d'un tel délai, 3 mois avant l'expiration du délai de garantie défini en 15.4 ci-après.

Au cas où ces travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le Pouvoir Adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur.

15.2.2 Réfaction

En application de l'article 41.7 du CCAG, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que ces imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Pouvoir Adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés à présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'entrepreneur une réfaction forfaitaire sur les prix.

Si l'entrepreneur accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

15.3 Documents fournis après exécution

En application de l'article 40 du CCAG, l'entrepreneur est tenu de remettre au représentant du pouvoir adjudicateur avant réception définitive, en trois exemplaires (sous forme de classeur) dont un sur support dématérialisé (clé USB) permettant la reproduction, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

De même, l'entrepreneur est tenu de remettre au responsable désigné de la Caf, dans le mois suivant la réception définitive, les plans et autres documents conformes à l'exécution.

15.4 Délais de garantie

Conformément à l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie du marché est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception définitive.

Durant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à " l'obligation de parfait achèvement " des ouvrages exécutés.

A ce titre, il doit en particulier :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées,
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

En application des articles 1792 et 1792-4 et 2270 modifié du Code Civil, les travaux demeurent soumis à une garantie de 10 ans pour les gros ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, les autres éléments d'équipements étant soumis à une garantie de bon fonctionnement de 2 ans.

Il est précisé que le point de départ des garanties visées ci- avant est la date d'effet de la réception.

15.5 Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

Il est précisé que, pendant la durée des travaux, l'entrepreneur est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception définitive de ses travaux.

A cet effet, il devra contracter une assurance contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant aussi bien pour le compte du Maître de l'ouvrage que pour le sien les ouvrages et les matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

Par ailleurs, en application de l'article 8.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage précise qu'il a contracté ou qu'il contractera les assurances suivantes :

- Tous risques chantiers ;
- Dommages-Ouvrages.

15.6 Bureau de contrôle

Les travaux faisant l'objet de l'opération définie en 1.1 seront soumis obligatoirement au contrôle technique du bureau.

Les honoraires du bureau seront à la charge du Maître de l'ouvrage et ne seront donc pas à inclure dans l'offre de l'entreprise.

ARTICLE 16 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES

Durant la période de validité du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au représentant de la Caf du Rhône tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf du Rhône des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la Caf du Rhône ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement du présent marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout contentieux concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage, sera soumis au Tribunal compétent dans le ressort de la Caf du Rhône.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Il sera fait application des dispositions prévues aux articles 49 à 53 du CCAG à l'exception de l'article 50.2.1.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, l'entrepreneur reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (Arrêté du 30 mars 2021).

Article du CCAP	Dispositions	Dérogation au CCAG
Article 2.1	Pièces contractuelles	Article 4.1
Article 3.24.2	Prix nouveaux	Article 13.2
Article 3.24.2	Constatations et constats contradictoires	Article 11.4
Article 3.25	Préavis avant atteinte du montant contractuel	Article 14.4
Article 4.1.2	Ordre de service	Article 13.42
Article 7.1	Ordre de service tardif	Article 50.2
Article 7.3	Pénalités	Articles 19.2 – 19.2.1
Article 11.1	Préparation de chantier	Article 28.1
Article 15.1	Essais et contrôles	Article 38
Article 15.2	Réception définitive	Articles 41 et 42
Article 15.5	Assurances	Article 8.1.3
Article 18	Résiliation	Article 50.2.1

ANNEXE 1 AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

CAHIER DES CHARGES CHANTIER PROPRE

La Caf du Rhône s'est engagée dans une démarche de Développement Durable dans ses opérations de construction et a défini divers objectifs environnementaux et socio-économiques.

Réaliser des « chantiers propres » constitue l'un des enjeux de cette démarche. Un cahier des charges « Chantier Propre » a été rédigé pour préciser les objectifs et les cibles à atteindre.

1 – Objectifs

Tout chantier du bâtiment génère des nuisances sur son environnement. L'enjeu d'un « chantier propre » est d'optimiser la gestion des déchets et de limiter les nuisances pour les riverains, les intervenants sur le chantier et pour l'environnement en général.

Tout en respectant les pratiques professionnelles du BTP, les objectifs de ce cahier des charges sont de :

- limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- limiter les risques sur la santé des ouvriers,
- limiter les pollutions,
- limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge.

2 - Mise en place et suivi de l'application du cahier des charges

2.1 Mise en place

Le cahier des charges « Chantier Propre » fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. Il est annexé au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le cahier des charges « Chantier Propre » s'applique à toute entreprise intervenant sur le chantier, qu'elle soit en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage (sous-traitance).

2.2 Application et suivi du cahier des charges

La maîtrise d'ouvrage est chargée de l'application et du suivi du cahier des charges « Chantier Propre ».

3 - Réglementation

Le chantier est conduit en respect de la réglementation en vigueur.

4 - Organisation et préparation du chantier

4.1 Propreté et nettoyage du chantier

L'entreprise prévoit tous les moyens nécessaires pour assurer la propreté du chantier et de ces abords.

Le nettoyage des accès, des zones de passage et de stockage, des zones de travail, est effectué régulièrement.

4.2 Stationnement des véhicules des intervenants et accès au chantier

Le stationnement des véhicules du personnel doit être réduit et organisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance dans les rues voisines.

Les approvisionnements sont planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage (éviter les heures d'entrée/sortie des écoles ou les heures de pointe du trafic).

5 - Contrôle et suivi de la démarche

La maîtrise d'ouvrage est chargée du suivi de l'application du présent cahier des charges.

6 - Limitation des nuisances sonores

La réflexion sur la réduction des niveaux sonores est conduite dès la phase préparatoire du chantier : situation des points d'accès et d'attentes des camions de livraisons, positionnement des aires de stockage, positionnement des postes fixes bruyants.

Il convient dans toute la mesure du possible d'organiser et de planifier les livraisons.

L'entreprises met en œuvre de façon privilégiée des techniques permettant de limiter les niveaux sonores.

7 - Protection des travailleurs

7.1 Niveaux sonores des outils et des engins

L'entreprise veille au port de protections auditives individuelles par son personnel.

7.2 Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci est fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité sont respectées.

8 - Gestion des déchets (issus des chantiers de construction/réhabilitation et des opérations de déconstruction)

8.1 Limitation des volumes et quantités de déchets

L'entreprise organise la gestion des déchets d'emballages dès la passation des marchés avec ses fournisseurs.

8.2 Collecte des déchets

Le prix correspondant à la gestion des déchets de chantier est prévu dans les décompositions de prix. Les déchets sont quantifiés et valorisés par nature de déchets.

La gestion et l'évacuation des déchets doit prévoir le non-mélange des DIS (Déchets Industriels Spéciaux) et si possible la séparation des DIB (Déchets Industriels Banals) et des inertes.

Les entreprises devront suivre la « traçabilité » des déchets. Les bordereaux de suivi des déchets doivent être remis au maître d'ouvrage.